

Solidaires

International

n°1 avril 2006

Dossier : le syndicalisme dans quelques pays d'Europe

SOMMAIRE

Editorial

Présentation de la revue	page 3
Après la victoire du "Non" en France et aux Pays-Bas	page 4
4ème Forum Social Européen	page 5
Réseau : rencontres syndicales européennes	pages 6 - 7

Dossier Europe

Allemagne	pages 8 - 12
Le mouvement syndical allemand et l'Europe (Willi Hajek)	pages 13 - 14
Belgique	pages 15 - 17
Dans l'ombre des institutions : les syndicats belges face à l'Europe (MW)	pages 18 - 22
Grèce	pages 23 - 28
Italie	pages 29 - 32
Pays-Bas	pages 33 - 35
Le mouvement syndical néerlandais, partie intégrante du poldermodel (TIE)	pages 36 - 43
Un vote contre le néo-libéralisme (Patrick Van Klink)	pages 44 - 49
Pologne	pages 50 - 56
Royaume-Uni	pages 57 - 62
Réorienter le syndicalisme britannique (Fred Leplat)	pages 63 - 68
Corse : le syndicat des travailleurs corses	pages 69 - 73

Agir au sein d'une multinationale : l'exemple de France Télécom	pages 74 - 75
- MobilCom (Allemagne)	pages 76 - 78
- Sénégal	pages 79 - 82

Agir au niveau sectoriel : déclaration de syndicats européens de cheminot(e)s	pages 83 - 85
---	---------------

Burkina Faso : répression antisyndicale à SITARAIL	pages 86 - 91
Avec les ouvrières de "La Galicienne" au Burkina Faso	pages 92 - 93
Mali : les impacts de la privatisation des chemins de fer	pages 94 - 103
Maroc : partenariat euro-méditerranéen (Lucile Daumas)	pages 104 - 106
Missions syndicales Solidaires en Palestine	pages 107 - 110

Présentation de l'Union Syndicale Solidaires	pages 111 - 112
--	-----------------

UN NOUVEL OUTIL POUR LE TRAVAIL INTERNATIONAL DE SOLIDAIRES

L'Union syndicale Solidaires a inscrit dans ses orientations la nécessité de travailler au niveau international, de construire des convergences avec les forces syndicales des autres pays, avec les différents mouvements sociaux, avec tous ceux et celles qui résistent au libéralisme et qui agissent pour un autre monde.

Depuis plusieurs années, ce travail se concrétise par notre participation aux Forums sociaux, européens ou mondiaux, ou aux mobilisations du mouvement altermondialiste (lors des sommets de l'OMC ou du G8 par exemple). Mais il s'agit aussi de construire des mobilisations syndicales sectorielles ou interprofessionnelles au niveau européen et international. Il s'agit aussi de faire vivre la solidarité internationale, dimension indispensable de notre syndicalisme : solidarité avec les militants syndicaux qui subissent la répression dans leur pays ou solidarité avec les peuples du monde qui subissent la domination et la guerre.

Pour être efficace dans ce travail et pour faire en sorte qu'il ne concerne pas que quelques spécialistes, nous pensons utile de mettre en commun dans l'ensemble des structures de Solidaires des informations et des analyses sur ces thèmes. C'est cette volonté qui nous conduit aujourd'hui à lancer un bulletin pour alimenter le travail international de Solidaires et de ses différents syndicats : rendre visible ce qui se fait déjà au sein de notre organisation et en particulier les initiatives internationales menées par des syndicats de Solidaires, permettre à chacun et chacune de comprendre la diversité des situations sociales et syndicales dans les différents pays, soutenir des campagnes et des initiatives européennes et internationales dans lesquelles Solidaires est impliqué, donner des références de sites et de lectures pour ceux et celles qui veulent aller plus loin... Nous essaierons de mettre tout cela dans cette nouvelle publication de Solidaires qui est prise en charge par la commission internationale (Rappel : cette commission est ouverte à toutes les organisations de Solidaires qui sont intéressés par ce travail – pour tout contact : coup@solidaires.org)

Soucieux d'être un outil au service des syndicats de Solidaires, chaque numéro comportera un dossier en partie lié à l'actualité.

En raison de la tenue du FSE d'Athènes, il nous a paru opportun de centrer ce numéro sur l'Europe en cherchant à donner un aperçu du syndicalisme, et donc de la vie politique, dans quelques pays. Tous les articles de ce dossier ont été relus et/ou écrits par les partenaires avec lesquels les syndicats de Solidaires sont en contact dans les pays concernés.

Il n'a malheureusement pas été possible d'y aborder une dimension essentielle : celle des divers mouvements sociaux : droits des femmes, logement, chômage, anti-racisme, migrants, etc. Nous nous efforcerons de combler ce manque par la suite, car ils constituent un élément essentiel de la recomposition du syndicalisme auquel Solidaires entend contribuer.

Vous avez entre les mains le numéro 1, qui est aussi un numéro test : faites le circuler et n'hésitez pas à faire remonter vos réflexions, vos critiques ou vos propositions à baron@sudptt.fr

APRÈS LA VICTOIRE DU NON EN FRANCE ET AUX PAYS-BAS

La victoire du "Non" en France et aux Pays-Bas a constitué un sérieux grain de sable dans la mécanique bien huilée de la politique néo-libérale. A en croire un sondage, si la législation avait permis l'organisation d'une telle consultation en Allemagne, la réponse aurait été la même qu'en France et aux Pays-Bas. Craignant la multiplication de ce genre de refus, les gouvernements des pays où de tels référendums étaient prévus les ont précipitamment annulés.

Même si quelques voix de droite se sont parfois mêlées au vote pour le Non, celui-ci a été fondamentalement l'expression des salariés et des couches populaires. En France, 80 % des ouvriers d'industrie ont voté "Non", de même 60 % des employés, 65 % des fonctionnaires, 71 % des chômeurs et des salariés précaires. La majorité de ceux dont le revenu mensuel est inférieur à 3 000 euros ont voté "non", alors que la majorité de ceux gagnant plus de 3 000 euros ont voté "Oui". Aux Pays-Bas, tous les partis politiques (sauf le petit SP*), les directions syndicales, les médias ont plaidé pour le "Oui". Rien n'y a fait : 62 % des électeurs ont rejeté le projet de Constitution, soit une majorité encore plus grande qu'en France. Le sens de ce vote est parfaitement clair : dans les quartiers pauvres d'Amsterdam le vote "non" a été écrasé allant parfois jusqu'à 79 %. Une large place est faite dans cette revue à ce pays, généralement peu connu des syndicalistes français.

Les électeurs français et hollandais n'ont pas rejeté l'Europe en tant que telle, ou les "plombiers polonais". Ils ont rejeté les dégâts du "marché libre et sans entrave", les attaques contre les services publics, la montée du chômage et la précarisation du travail. Ils ont rejeté toutes les politiques néolibérales appliquées depuis vingt-cinq ans par les gouvernements de droite ou prétendument de gauche, au profit des patrons et des actionnaires.

Mais il reste à transformer l'essai : en effet les gouvernements européens et les institutions de l'Union européenne restent obstinément sourds aux revendications populaires. Pire ils veulent faire passer en force une Directive Bolkestein qui avait servi de point de ralliement aux opposants à la politique néo-libérale.

Ces gens-là ne comprennent que les rapports de forces. A nous de le construire au travers de la campagne contre la Directive Bolkestein, au travers de la préparation du prochain Forum Social Européen, au travers de la lutte quotidienne au sein des multinationales qui servent de mentor à une telle politique.

Mais pour être efficace, il faut encore se connaître et se comprendre au-delà des frontières des cultures, des histoires nationales et des langues. Cela nos adversaires savent le faire mieux que nous. A nous de combler le retard accumulé. Cette revue a l'ambition d'y contribuer.

* Le SP (Socialistische Partij), d'origine maoïste, est devenu au cours des années 1990 le principal parti de la gauche radicale large, intégrant des personnalités des mouvements sociaux, des intellectuels, quelques anciens du PC et trois courants trotskistes. http://en.wikipedia.org/wiki/Socialist_Party_%28Netherlands%29

4^e FORUM SOCIAL EUROPEEN

4^{eme} FORUM SOCIAL EUROPEEN **ATHENES, 4 AU 7 MAI 2006**

Le prochain FSE aura lieu à Athènes du 4 au 7 mai 2005. Dans les Assemblées européennes de préparation (AEP) un large consensus s'est dégagé pour centrer le prochain FSE sur les enjeux européens. La crise politique que traverse l'Union européenne, révélée par la victoire du "Non" en France comme au Pays-Bas, impose aux mouvements sociaux présents dans les Forums sociaux de franchir une étape à Athènes. Le prochain FSE doit permettre de faire un pas dans l'élaboration d'alternatives antilibérales au plan européen et dans la mise sur pied de campagnes et mobilisations plus efficaces.

L'expérience de la mobilisation européenne contre la directive Bolkestein (directive de libéralisation des services) montre qu'il est possible de construire des campagnes européennes efficaces, capables de peser dans le débat public et de mettre la pression sur les parlementaires et les gouvernements européens.

Le FSE est un espace qui permet la rencontre et le débat entre de nombreux mouvements sociaux venus de tous les pays d'Europe, mais aussi au-delà, en particulier des différents pays de l'Est, comme des pays du bassin méditerranéen. Les thèmes seront divers : la question de la guerre, la place de l'Europe dans la mondialisation libérale, les migrants, les discriminations, les droits sociaux, les services publics, l'environnement, la démocratie, l'agriculture, les luttes des femmes, les politiques sécuritaires... Un réseau de différents mouvements, dont l'Union syndicale Solidaires, s'est constitué depuis novembre dernier pour construire une "Charte de principes pour une autre Europe" : ce travail devrait aboutir à Athènes et permettre d'appuyer des mobilisations européennes en 2006 et 2007. L'objectif fixé est ambitieux : rédiger un texte de principes dessinant les contours sociaux, économiques et politiques d'une Europe alternative à l'Europe libérale. Mais il y a urgence : la campagne du Non en France, et son succès, a montré qu'il y avait une aspiration profonde à lier le combat contre l'Europe libérale à la défense d'une Europe alternative.

Une Assemblée des femmes se tiendra durant le FSE pour favoriser la convergence et la solidarité des luttes de femmes sur l'ensemble du continent européen et au-delà. Un FSE, c'est aussi l'occasion de rencontrer des syndicalistes de différents pays et de tisser des liens pour de futurs combats syndicaux internationaux.

L'union syndicale Solidaires sera largement présente à ce FSE, par les séminaires qu'elle y organisera et par une large délégation de militantes et militants. Pour tout renseignement : www.fse-esf.org

RENCONTRE SYNDICALE EUROPEENNE

L'union syndicale Solidaires a la volonté de construire un réseau syndical européen avec toutes les forces syndicales en Europe, appartenant ou pas à la CES (Confédération européenne des syndicats), mais qui partagent l'idée d'un syndicalisme de luttes et de transformation sociale, et sont critiques vis-à-vis des orientations actuelles de la CES. Cette démarche n'est pas simple à faire vivre car les histoires et les cultures syndicales sont très diverses d'un pays à un autre ; mais elle est indispensable pour construire les solidarités et les mobilisations européennes et internationales face aux multinationales et aux institutions internationales comme le G8, l'OMC ou la Banque mondiale....

Une rencontre européenne a eu lieu en ce sens les 25, 26 et 27 novembre 2005 à Paris ; c'était la cinquième du genre. Elle a adopté un appel qui propose des axes de travail pour l'année 2006.

DECLARATION FINALE DE LA CINQUIEME ASSEMBLEE DU RESEAU SYNDICAL ALTERNATIF EUROPEEN

Le Réseau Syndical Alternatif Européen a tenu sa 5ème assemblée les 25, 26 et 27 novembre à Paris. Ont participé à cette rencontre les organisations syndicales suivantes : CGT (Espagne), CNT (France), UniCOBAS (Italie), SinCOBAS (Italie), CUB (Italie), Union syndicale SOLIDAIRES (France), LAB (Pays Basque), SUD Vaud et Genève (Suisse), la tendance intersyndicale Emancipation (France), des militantes et militants du réseau international TIE et des syndicats suisses (Comedia, Syndicat Services Publics)...

Partout en Europe, les attaques s'accroissent contre les travailleurs et les travailleuses, leurs acquis sociaux, contre les services publics et contre tous les mouvements sociaux qui résistent à ces attaques. Les luttes sociales qui se développent dans les différents pays, la victoire du "Non" au traité constitutionnel européen en France et aux Pays-Bas confirment le rejet du modèle social libéral que le patronat et les gouvernements veulent imposer aux populations.

Dans cette situation, nous réaffirmons notre volonté de combattre ces politiques libérales en participant, par nos analyses et nos actions, à la construction des rapports de forces pour imposer une autre construction de l'Europe sur d'autres bases : une Europe qui donne la priorité aux droits fondamentaux, au respect du droit de grève et des libertés syndicales et au partage des richesses, au respect des acquis sociaux et au rejet de toutes les précarités, à l'amélioration des conditions de travail, à la défense et au développement des services publics.

Notre réseau réaffirme sa volonté de s'élargir à toutes les forces syndicales en Europe, qui veulent développer les luttes et s'opposer explicitement, au-delà des frontières des États, au processus de globalisation du capital.

Nous voulons construire des outils de rassemblement permettant de mettre en commun nos expériences, de confronter nos orientations et surtout de faire converger nos actions pour un syndicalisme de lutte et de transformation sociale.

RESEAU

Nos diverses expériences, que nous soyons membres ou non de la CES, ont montré le refus de la CES de s'engager véritablement dans ce travail de coordination et de mobilisation. Au contraire, la CES accompagne les orientations libérales actuelles de l'Union Européenne.

En conclusion de ses travaux de Paris, notre réseau s'est engagé à résister à la politique des patronats et des gouvernements européens, à combattre les politiques découlant du processus de Lisbonne, en particulier la directive Bolkestein et toutes les autres directives de libéralisation (postes, chemins de fer...).

Il a affirmé sa volonté de populariser et soutenir les mobilisations sociales se développant dans nos différents pays et d'aider à leur coordination, comme dans le secteur de l'automobile (cf. la déclaration sur ce secteur).

Il a réaffirmé la nécessité de développer la solidarité internationale et le soutien aux hommes et aux femmes qui luttent partout dans le monde pour leur libération et la reconnaissance de leurs identités collectives.

Une rencontre avec un militant palestinien a concrétisé cette démarche.

Notre réseau a pris les décisions suivantes pour rendre plus efficace son travail :

Mise en place de 5 groupes thématiques chargés de proposer des analyses communes, des campagnes et des mobilisations : précarités, Bolkestein, OMC, libre circulation, partage des richesses, services publics - privatisations, alternatives.

Mise en place d'une coordination ouverte permettant d'améliorer notre travail et nos liens, de favoriser la circulation des informations et de préparer l'assemblée annuelle du Réseau Syndical Alternatif Européen.

Il a décidé de poursuivre et renforcer les réseaux sectoriels (automobiles, postes, santé, éducation, transports, nettoyage, femmes) et de les élargir en liaison avec ses objectifs. Ces réseaux sectoriels qui se sont réunis pendant cette assemblée ont fait différentes propositions.